

DEPARTEMENT DE LA HAUTE LOIRE
Commune de SAINTE SIGOLENE

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2026/061

Réglementant le stationnement Rue de la Victoire

Le Maire de la Commune de SAINTE-SIGOLENE,

VU le Code Général des collectivités Territoriales

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L2122-1

VU le Code de la voirie routière

VU le Code de la Route

Considérant la demande de permission de stationnement en date du 30 mars 2026 déposée par Mr BOSIO Patrice demeurant 9 Rue de la Victoire 43600 SAINTE-SIGOLENE pour le stationnement d'un véhicule de livraison de meubles en face du bâtiment situé au 9 Rue de la Victoire 43600 SAINTE-SIGOLENE.

ARRETE:

Article 1er: Conditions d'exécution des travaux

Mr BOSIO Patrice est autorisé à occuper temporairement le domaine public routier communal et, conformément à sa demande, à stationner un véhicule de livraison de meubles sur 2 emplacements en face du bâtiment situé au 9 Rue de la Victoire 43600 SAINTE-SIGOLENE.

Le stationnement ne devra pas gêner la circulation des véhicules.

Article 2 :

Le stationnement est autorisé le mercredi 01 avril 2026 de 8h00 à 12h.

Faute d'exécution dans ce délai, et sauf reconduction de l'autorisation, celle-ci sera réputée retirée.

Article 3 : Remise en état

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous décombres et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés, et rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances dans leur premier état.

Article 4 : Signalisation

Des panneaux d'interdiction de stationner seront mis en place par les services techniques communaux. Une fois la livraison effectuée, ils devront être rangés sur le trottoir par le demandeur.

Article 5 : Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions prévues par l'article R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Clermont-Ferrand ou par l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet "www.telerecours.fr". Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le recours contentieux peut alors être engagé dans un délai de 2 mois à compter, soit de la décision explicite de rejet du recours gracieux, soit de la décision implicite de rejet.

Article 6 : Exécution

Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Responsable Technique, Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en mairie, le 30 mars 2026

Didier ROUCHOUSE,
Maire,

